

ESPAGNE : MARÉE HUMAINE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

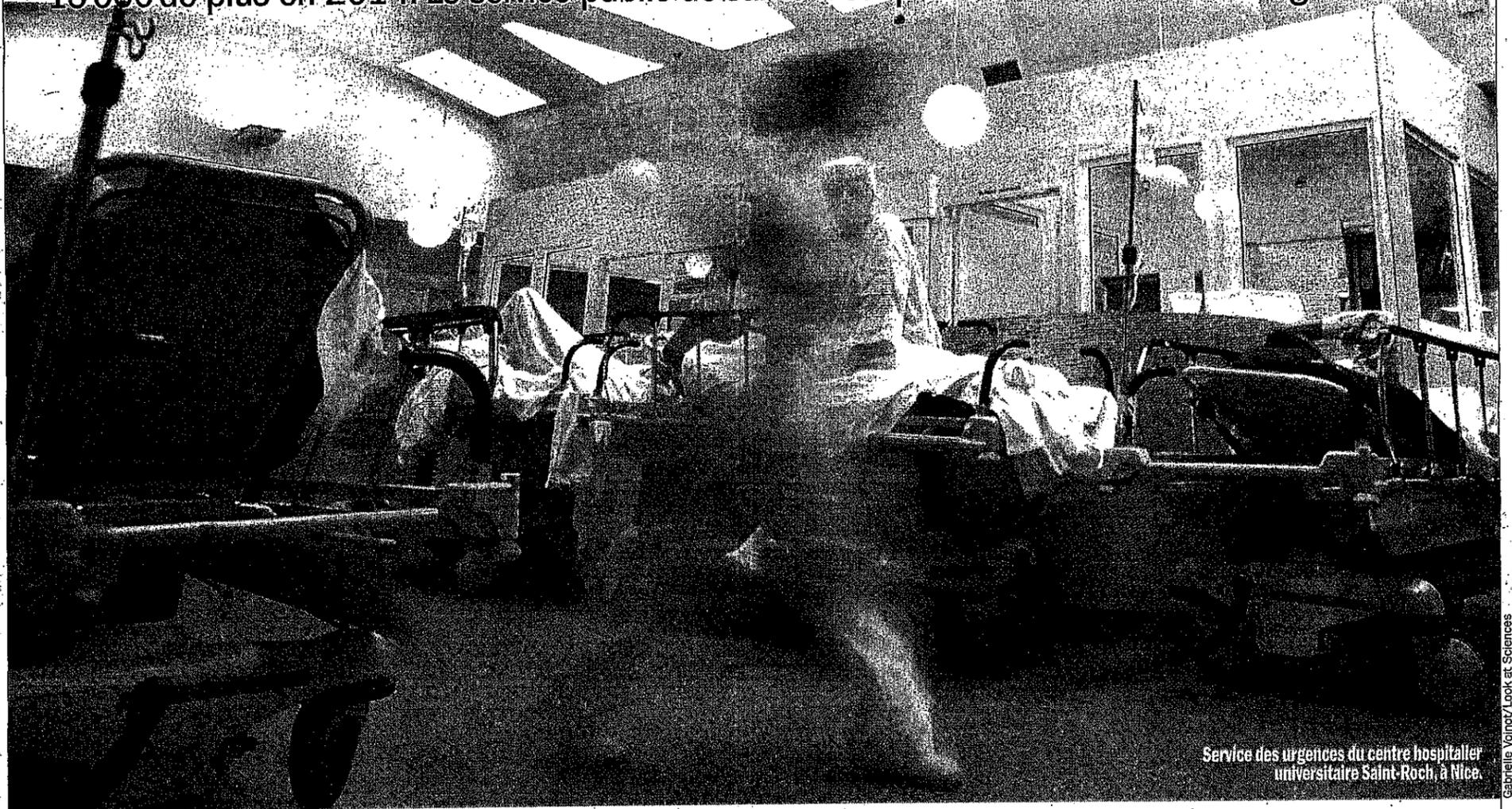


Des centaines de milliers de personnes ont défilé dans tout le pays ce week-end. P.11

35 000 emplois sacrifiés

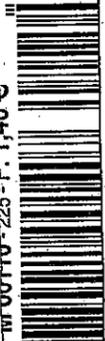
SOS HÔPITAUX

Si les politiques d'austérité ne changent pas, 20 000 postes seront supprimés en 2013, 15 000 de plus en 2014. Le service public de santé n'est plus malade: il est en danger. **PAGE 2**



Service des urgences du centre hospitalier universitaire Saint-Roch, à Nice.

BELGIQUE 1,50 € - POÛT. CONT. 2 € - ANTIILLES-RÉUNION-GUYANE 2 € - ITALIE 1,90 € - ESPAGNE 1,90 € - GRÈCE 1,90 € - MAROC 1,90 € - SYRIE 2,15 € - LUXEMBOURG 1,50 €



AMIS DE L'HUMA
Quel journal voulons-nous au XXI^e siècle ? P. 12

MALI
Les affrontements ont cessé à Gao, mais les islamistes ne sont pas loin. Notre reportage. **P. 15**

RUGBY
Pourquoi le XV de France n'y arrive pas... **P. 16**

Serment d'hypocrites



PAR JEAN-EMMANUEL DUCOIN

« Je quitte les urgences. » Nous lisons l'humble et fragile témoignage avec la rage au ventre. « J'ai travaillé 70 heures par semaine pendant trente ans, je pense qu'on a le droit de m'écouter. » Celle qui parle porte

en elle des âges de combat dans un écrin de tristesse. « Plus ça allait, plus les urgences étaient chargées, et plus les responsabilités devenaient trop lourdes pour un seul médecin, la nuit. » Les vérités relatées ici ne se découvrent que par pur esprit de responsabilité. « On nous a dit qu'on ne pouvait pas demander des médecins supplémentaires et qu'on nous enverrait une commission pour vérifier. » Quand l'injustice se mêle à l'incompréhension. « Mais ils ne sont jamais venus voir comment cela se passait... » Elle s'appelle Marie-Anne Babé. Lassée, exténuée et surtout révoltée, elle vient de démissionner de son poste de chef du service des urgences du centre hospitalier de Roubaix, 85 000 patients par an. Elle réclamait une hausse des effectifs. Elle n'a pas été écoutée. Alors son monde a vacillé. Pas la haute idée qu'elle se fait de son métier...

Dans le flot des futilités médiocratiques qui nous éloignent de l'essentiel, l'information est, hélas, un peu passée inaperçue. Pourtant, la fracassante démission de cette femme de cinquante-neuf ans

Il n'est plus possible de continuer à diminuer les coûts, sauf à refuser d'assumer l'offre de soins actuelle.

pourrait à elle seule nous servir d'illustration emblématique. Allons précisément à l'essentiel. L'ampleur de la catastrophe dans nos hôpitaux tient en effet en quelques chiffres. Des chiffres qui donnent le vertige, tant ils paraissent

invraisemblables... En 2013, 20 000 emplois devraient être supprimés. En 2014, 15 000 de plus. Vous avez bien lu : 35 000 postes sacrifiés en deux ans ! Pour comprendre la profondeur de la saignée, ajoutons que, en cinq ans, ce seront ainsi pas moins de 50 000 postes qui auront été rayés de la carte hospitalière. Autant de moyens en moins. Autant de travail en plus. Autant de stress et d'heures cumulés. Autant de drames à éviter. Parce que l'hôpital, c'est du sérieux. Parce que la santé, c'est une priorité absolue. Ne plus être à la hauteur d'une des missions les plus sacrées de notre société – l'égalité des soins et les moyens pour atteindre l'excellence – devrait être considéré comme un scandale de la République !

Dans ce secteur aussi, qui meurt à petit feu des politiques austéritaires, un vrai espoir avait surgi des urnes, au soir du 6 mai dernier. La nouvelle ministre de la Santé, Marisol Touraine, voulait ouvrir « le chantier de l'hôpital » et ne manquait pas de formules rassurantes. « Je ne vois pas en quoi un système de santé serait plus fort si l'hôpital est plus faible, estimait-elle. Consacrer les valeurs de service public, c'est d'abord dire que l'hôpital n'est pas une entreprise. » Bravo pour les engagements philosophiques. Souhaitons que ce ne soit pas là serment d'hypocrites ! Car les faits sont têtus. Récemment, dans une novlangue sociale-libérale typique, Jean-Marc Ayrault a parlé de la santé en souhaitant que le déficit de la Sécurité sociale « reste dans les clous ». Vocabulaire déplacé. Vision limitée. Rien à voir, en tous les cas, avec cet enjeu de civilisation qu'est la médecine et qui nécessite d'en finir, vite, avec l'alternative suivante : ou défendre son hôpital au détriment de la Sécurité sociale, ou défendre la Sécurité au détriment de son hôpital... Sans changement de logique, ce service public majeur est bel et bien en danger. Il n'est plus possible de continuer à diminuer les coûts, à faire des « économies de personnels », sauf à refuser d'assumer l'offre de soins actuelle. Et pendant ce temps-là ? Il est prévu d'octroyer 500 millions d'euros de crédits d'impôts aux cliniques privées. Devinez : pas un centime pour les hôpitaux publics...

Événement

SANTÉ

Hôpitaux publics, la saignée : 35 000 emplois supprimés

20 000 emplois supprimés en 2013, 15 000 de plus en 2014. La Fédération hospitalière de France, puissant porte-parole des hôpitaux publics, annonce une réduction drastique des personnels hospitaliers en perspective. En cause : une distorsion de concurrence entre le secteur public et le privé lucratif. Décryptage.

rente-cinq mille emplois supprimés entre 2013 et 2014. Et 20 000 emplois dès 2013. C'est la menace brandie par la Fédération hospitalière de France (FHF), puissant porte-parole des hôpitaux publics. Ce n'est encore qu'une « menace », mais elle se justifie par « l'impasse » budgétaire. « Les hôpitaux sont dans une impasse ! » clame le président de la FHF, Frédéric Valletoux, qui tire la sonnette d'alarme : « Les charges augmentent, les revenus baissent. C'est devenu impossible. »

La FHF a fait ses comptes. D'un côté, il y a les charges, qui augmentent mécaniquement de 3,5 %. De l'autre, il y a des tarifs, que le ministère de la Santé a décidé de baisser de 1,7 %. Au total, estime Frédéric Valletoux, « cela fait 900 millions d'euros qui vont manquer dans les caisses. Ce qui représente 20 000 emplois ».

Ce chiffre sème d'autant plus le trouble que la ministre de la Santé, Marisol Touraine, a fait une promesse : « Ne plus supprimer d'emplois dans les hôpitaux. » Il faut dire que, depuis 2008, les hôpitaux ont entamé une lente et longue descente aux enfers qui s'est accélérée sous l'ère Sarkozy. Des milliers de postes ont été supprimés, alors même que les hôpitaux ont réalisé près de 2,7 milliards d'économies depuis 2005. Mais ça ne semble pas suffire : Marisol Touraine n'en dément pas, elle a répondu au président de la FHF que tout le monde devait faire des efforts. Lequel rétorque, inlassablement : « L'emploi ne peut pas et ne doit pas être la variable d'ajustement. »

Bien sûr, on ne licencie pas à l'hôpital. La pyramide des âges aidant, les départs en retraite vont se multiplier les cinq prochaines années, offrant une réduction « en douceur » des effectifs. Et d'autres voies pourraient se profiler. Certains évoquent la possibilité d'aménager le temps de travail au niveau de chaque établissement, avec des « équivalents des accords de compétitivité pour l'hôpital ». Qui plus est, le débat devrait rebondir début mars, avec la publication du rapport d'Édouard Coutu, censé fonder un « pacte de confiance » pour l'hôpital. Mais on peut légitimement penser, et s'en inquiéter, que dans un contexte où le gouvernement est contraint de réduire les déficits publics, il pourrait s'attaquer au secteur de la santé, pourtant maltraité depuis des années. D'aucuns prédisent que la prochaine loi de financement de la Sécurité sociale, à l'automne 2013, sera « sanglante ».

ALEXANDRA CHAIGNON

1 Le personnel hospitalier dans le viseur : 20 000 emplois supprimés en 2013, 50 000 en cinq ans

Vingt mille emplois supprimés en 2013 et 15 000 de plus l'année suivante. La Fédération hospitalière de France (FHF) n'a jamais été aussi alarmiste qu'aujourd'hui. Mais, entre la baisse des tarifs hospitaliers pour 2013 et l'effet d'aubaine du pacte de compétitivité, qui ne profitera qu'aux cliniques privées commerciales, elle estime que le service public hospitalier va se trouver doublement « pénalisé » et n'aura d'autres choix que de tailler une fois encore dans ses effectifs. « Eu égard à la croissance prévisible des charges à effectifs constant (+ 3,5 %) et à la baisse des tarifs annoncés par le ministère (- 1,7 %), c'est en réalité à une baisse de 5 points de leurs moyens à

laquelle les hôpitaux vont devoir se livrer. Il résultera mécaniquement de ces décisions soit une forte aggravation du déficit des hôpitaux, soit une suppression d'effectifs de l'ordre de 35 000 postes », chiffre ainsi la FHF. Ces suppressions interviennent alors que le volume d'activité des hôpitaux s'accroît, ce qui conduit à des situations intenable pour les personnels. Des personnels qui se réduisent comme peau de chagrin, année après année. Tous les ans, depuis 2008, la puissante fédération estime à environ 10 000 le nombre de postes supprimés, ce qui fait un total de plus de 50 000 emplois supprimés en cinq ans. Sauf que, pour cette année, les prévisions sont encore plus alarmistes...

2 Fin de la convergence tarifaire : un mensonge éhonté du gouvernement Hollande

Double peine. Et le sujet est d'autant plus sensible que les hôpitaux publics verront leurs tarifs baisser davantage que ceux du privé en 2013. Dans le cadre de la campagne tarifaire, la direction générale de l'offre de soins (Dgos) a en effet décidé une baisse de tarifs de 1,7 % pour les hôpitaux publics et de seulement 0,5 % pour les établissements privés. Concrètement, cela signifie qu'un accouchement facturé 1 000 euros à un hôpital public par la Sécurité sociale en 2012 ne le sera plus qu'à 983 euros cette année et 995 euros à une clinique privée. Une différence incompréhensible pour la FHF, qui crie à la « concurrence déloyale », d'autant que le gouvernement a annoncé la fin de la convergence tarifaire entre les établissements publics et privés. La fin de la convergence des tarifs entre hôpitaux et cliniques est une revendication de longue date

du secteur public, qui estime qu'il ne remplit pas les mêmes missions que le secteur privé, et qu'il doit donc se voir appliquer des tarifs plus avantageux. La pilule est d'autant plus dure à avaler qu'en décembre dernier, le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, promettait qu'il n'y « aura pas de traitement inéquitable, car le crédit d'impôt perçu par les cliniques sera répercuté sur l'évolution des tarifs qui servent de base au financement des cliniques par l'assurance maladie. L'avantage du crédit d'impôt sera donc compensé par une moindre progression du tarif des cliniques ». Sic ! À ce jour, le ministère de la Santé se refuse à commenter la distorsion entre les hôpitaux publics et les cliniques avant le 28 février, date de parution des décrets officialisant les baisses de tarifs. Cependant, devant la fronde des hôpitaux publics, les taux pourraient être révisés à la baisse. Pour le secteur public, la baisse serait contenue ▶▶▶

« Je mettrai fin à la convergence tarifaire, qui poussait à une logique de rentabilité. »
MARISOL TOURAINE, MINISTRE DE LA SANTÉ.

Et en baissant davantage les tarifs des hôpitaux que des cliniques, ce n'est pas une distorsion de concurrence entre public et privé ?

974900

C'était le nombre d'agents employés dans les hôpitaux publics en 2008, selon l'Insee, dont 163 500 médecins.

3

» à 1 %, mais celles du privé resteraient à 0,5 %. Cet effort accordé au secteur public aurait une contrepartie : une moindre augmentation des

tarifs des missions d'intérêt général, voire une absence d'augmentation des Migac (missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation) en 2013.

3 500 millions d'euros de crédit d'impôt pour les cliniques, zéro pour les hôpitaux publics

Un « coup très dur » porté au service public. C'est ainsi que la FHF juge l'octroi aux seuls établissements privés de santé des mesures du pacte de compétitivité. À la direction générale de l'organisation des soins (Dgos), qui dépend du ministère de la Santé, on répond simplement que c'est normal du fait que « les hôpitaux ne réalisent pas de bénéfices et ne s'acquittent pas de l'impôt sur les sociétés ». D'après la fédération, les cliniques et les maisons de retraite commerciales vont donc bénéficier, sans contrepartie, de plus de 500 millions d'euros d'avantages via le crédit d'impôt compétitivité-emploi qui prévoit une réduction

de 6 % de leurs charges sociales. Un traitement « inéquitable » et incompréhensible pour le président de la FHF, Frédéric Valletoux, qui a demandé, en vain, d'inclure les opérateurs publics dans le pacte de compétitivité. Selon lui, les hôpitaux auraient pu bénéficier d'un crédit d'impôt sur la taxe des salaires. « Si cette solution n'était pas retenue, seule une baisse des tarifs du secteur privé de l'ordre de 3 % permettrait de rétablir l'équité dans le secteur sanitaire », insiste la fédération. « C'est d'autant plus incompréhensible que les cliniques privées feront face à une baisse beaucoup moins forte de leurs tarifs (-0,5 %) que les hôpitaux publics. » Même sur la question des tarifs, le bât blesse !

4 Des hôpitaux financièrement dans le rouge. La tarification à l'activité en cause

L'objectif de résorption du déficit des hôpitaux publics fixé par Nicolas Sarkozy pour 2012 n'a pas été atteint. En 2011, les quelque 1 200 établissements publics de santé ont affiché un déficit de 487 millions d'euros, a estimé la FHF, contre 544 millions en 2010. Si le déficit a sensiblement baissé, il tend néanmoins à la stagnation.

Ce qui montre que l'hôpital public ne parvient plus à résoudre son déficit, quasiment. Preuve que le système de la tarification à l'activité (à un acte médical correspond un montant remboursé par la Sécurité sociale) semble avoir atteint ses limites, notamment en raison du sous-financement des actes. Un sous-financement organisé, qui asphyxie année après année les établissements.

5 Le secteur médico-social pas mieux loti que le sanitaire : des milliers d'emplois aussi menacés

Contrairement à ce qui a été dit pour la convergence tarifaire entre hôpitaux publics et cliniques privées, les députés ont maintenu la convergence tarifaire dans les maisons de retraite (Ehpad et USLD). Pour la FHF, « cette politique aura pour conséquence de baisser sensiblement la qualité des prises en charge des personnes âgées

et handicapées, en supprimant près de 8 000 emplois afin de répondre au dictat de la convergence de la logique comptable ». Chacun sait pourtant que le taux d'encadrement global actuel est notoirement insuffisant. Cette prise de position est d'autant plus incompréhensible que le gouvernement s'est engagé à ouvrir le débat sur le financement de la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie.

Urgences en crise, encore et toujours

Les conflits se multiplient dans ces services, illustrant un manque de moyens criant.

Thionon, l'AP-HP, Grenoble, Roubaix, Strasbourg... pas une semaine ne passe sans qu'un service d'urgences ne tire la sonnette d'alarme. En fin de semaine dernière, c'est le chef (une femme) de service des urgences de l'hôpital de Roubaix, en poste depuis trente ans, qui a annoncé qu'il quittait ses fonctions après avoir réclamé, en vain, une hausse des effectifs. Depuis, les personnels du service ont réclamé « l'embauche immédiate de deux médecins et, dans les mois à venir, un nombre suffisant de praticiens pour assurer un tour de garde supplémentaire la nuit et le week-end ».

Les urgences traversent « une crise majeure » et « sans précédent ». « Nos profondes inquiétudes se confirment. Plus vite même que nous ne le pensions. Les démissions se succèdent, avec le même visage, celui du désespoir », déplorent Patrick Pelloux, président de

« Les démissions se succèdent, avec le même visage, celui du désespoir. »

l'Amuf (Association des médecins urgentistes de France), et Marc Giroud, président du Samu-Urgences de France, dans une lettre adressée à Marisol Touraine, ministre de la Santé.

Mercredi, les urgentistes du CHU de Grenoble ont levé leur menace de démission après avoir obtenu des postes supplémentaires. Insuffisant. « Il ne suffit pas de régler par plans successifs quelques problèmes des urgences », affirment les deux syndicats. « Nous allons droit dans le mur », préviennent-ils, ajoutant que, « sauf à engager immédiatement un plan visant à redonner une visibilité et une réelle attractivité aux métiers de l'urgence, nous n'aurons plus, demain, que des coquilles vides, vides de professionnels qualifiés ». « Jusque-là, ceux qui protestaient portaient en eux l'espoir de faire changer les choses ; aujourd'hui, ceux qui ont quitté le navire l'ont fait parce qu'ils étaient désespérés. » Les deux syndicats se disent « à la disposition » de la ministre « pour bâtir des solutions rapides et opérationnelles ».

A. C.

Cette politique aura pour conséquence notamment de baisser la qualité des prises en charge des personnes âgées et handicapées.

Patrick Girardoussi

